

RAPPORT D'ACTIVITÉ EXERCICE 2015

Confronter les idées pour mieux construire l'Europe

2015 a été une année où les crises se sont additionnées en Europe : crise de sécurité, drame des réfugiés, risque de Grexit et de Brexit, montée des populismes, des extrêmes et d'un sentiment anti-européen, replis nationaux et crise démocratique, distance croissante entre élites nationales et européennes et citoyens européens...

Dans un tel contexte, difficile, Confrontations Europe s'est attachée à consolider son positionnement spécifique, à la fois réseau de 30 000 acteurs économiques et sociaux en Europe et think tank européen, et sa méthode qui en fait un lieu unique : la capacité à confronter les perspectives de différents types d'acteurs économiques et sociaux de différents pays européens : des entreprises, des syndicats, des territoires, en vue de partager des diagnostics et dégager des pistes en dialogue d'action avec les décideurs européens.

L'année 2015 nous a conduits à structurer nos travaux autour de six axes principaux :

1. L'avenir de l'Europe : contexte macroéconomique, gouvernance de l'UEM, crise des réfugiés, sécurité, risque de Brexit, crise démocratique...
2. La transition énergétique
3. La transformation numérique
4. L'investissement de long terme, le financement de l'économie
5. Le dialogue social et le dialogue entre parties prenantes
6. L'insertion professionnelle de jeunes ayant moins d'opportunités en Europe

Ces axes correspondent, à quelques ajustements près, aux principaux groupes de travail de Confrontations Europe, dont les travaux sont complétés par des dossiers publiés dans Confrontations Europe, La Revue.

L'année 2015 a notamment été marquée par plusieurs chantiers majeurs :

Insertion professionnelle et Europe : les jeunes de Sarcelles et Bondy

Le programme lancé en septembre 2015 s'est centré sur les enjeux de l'insertion professionnelle et les programmes européens (Garantie Jeunesse, Erasmus+, Service Volontaire européen...).

Conduit par Katarina Cirodde et Louise Decourcelle, deux chargées de mission de Confrontations Europe, il s'est appuyé sur une trentaine de partenaires de Sarcelles et Bondy (Missions locales, CFA, écoles de la 2e chance, lycées technologiques et professionnels, Mairies...) et une centaine de jeunes de Bondy et Sarcelles : apprentis, créateurs d'entreprises, étudiants, lycéens, chômeurs..., avec :

- ✓ **deux séminaires interactifs à Bondy et Sarcelles** mobilisant chaque fois une cinquantaine de jeunes, des entreprises, des décideurs européens, puis une **conférence à Paris le 16 décembre**
- ✓ **Une série de propositions formulées par les jeunes** encadrés par nos chargées de mission, massivement disséminées auprès des décideurs nationaux et européens

Ces travaux ont débouché sur :

- ✓ **Des demandes d'auditions** et des échanges constructifs avec : Marianne Thyssen, la Commissaire européenne à l'emploi ; la ministre française du travail, la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale (audition le 10 mai 2016), et un nouveau séminaire en mars 2016 à Sarcelles à la demande de députés européens
- ✓ Un prolongement envisagé en région Hauts-de-France et dans différents pays européens (Allemagne, Belgique, Italie, Pologne) avec une série de partenaires sociaux et régionaux.

Les opportunités offertes par les programmes européens bénéficient aux mieux connectés. Le manque criant d'information de ceux qui en auraient le plus besoin est en cause, mais n'est pas le seul élément: la voix de jeunes concernés permet des retours d'expériences utiles pour démocratiser ces programmes de formation et d'insertion afin que l'Europe bénéficie à tous et pas à une élite.

Dialogue entre parties prenantes et Mutations énergétique et numérique

Le programme implique une trentaine d'acteurs de 7 pays européens : Allemagne, France, Grèce, Italie, Pologne, Suède plus la Turquie : des entreprises, les partenaires sociaux nationaux et européens, des régions, des think tanks, avec le soutien de la DG emploi de la Commission européenne. Il s'attache à analyser dans quelle mesure le dialogue entre parties prenantes peut permettre de relever les défis des mutations énergétique et numérique sur l'emploi. Il a donné lieu à :

- ✓ **Une série de huit séminaires européens préparatoires** en anglais, **à Bruxelles et à Bologne**, mobilisant les partenaires des différents pays, qui ont débouché sur :
- ✓ **Une conférence le 25 novembre 2015 au CESE à Bruxelles** (6 langues, plus de 300 inscrits, 100 participants juste après la menace d'attentats à Bruxelles), dont les Actes sont disponibles
- ✓ **Une série de synthèses exécutives** recto-verso pour chaque séminaire ainsi que la conférence
- ✓ **Des dossiers dans *Confrontations Europe, La Revue***
- ✓ **un rapport à paraître** en mai 2016, accompagné d'une **courte synthèse, disséminés dans 15 pays européens**, à la demande de la DG Emploi de la Commission européenne

Nous peinons à appréhender les mutations auxquelles nous sommes confrontés. Relever ensemble les défis qu'elles comportent, avec toutes les entreprises, tous les travailleurs, tous les pays européens, ne pourra se faire que par l'implication de ceux qui sont directement concernés, à tous les niveaux. Mais si les pays où ce dialogue est le plus structuré sont les mieux armés, nos systèmes de dialogue produisent aujourd'hui des résultats mitigés. Des ajustements à la marge suffiront-ils ou ces systèmes de relations et de dialogue doivent-ils eux aussi muter pour relever les défis d'une nouvelle époque ?

Le « Digital Lab »

Dès le lancement de la stratégie sur le marché numérique, Confrontations Europe, sous l'égide de Carole Ulmer, directrice des études et Louise Decourcelle, a organisé à Paris

- ✓ **une Conférence de décryptage de la « stratégie pour un marché unique numérique » autour de Robert Madelin, le DG Connect de la Commission européenne, en mai 2015, chez notre partenaire Accenture.**
- ✓ **Une série de trois séminaires préparatoires à Bruxelles.**

Elle a débouché sur

- ✓ Plusieurs dossiers dans Confrontations Europe, La Revue
- ✓ Une série de synthèses exécutives recto-verso

Elle trouve un **prolongement en 2016 dans la Conférence « L'innovation à l'ère numérique. Réinventer notre économie » du 21 avril 2016 organisée au CESE à Bruxelles** qui a réuni une trentaine d'intervenants de différents pays européens (allemand, britannique, italien, néerlandais, ...) et plus de 250 participants, avec la participation du Commissaire européen Gunther Oettinger et une demande de rencontre de la part de Claire Bury, la DG adjointe de la DG Connect.

La révolution numérique bouleverse nos modes de vie. Elle interroge le futur du travail, exige de nouvelles compétences, un accompagnement des transitions professionnelles, l'invention de nouvelles garanties collectives. Remporter la bataille face aux nouveaux entrants qui captent la valeur passe par des écosystèmes de coopération et d'innovation ouverte. Chaque Etat européen met en place sa politique industrielle 4.0, mais la cohérence globale est loin d'être assurée. Quel rôle pour l'échelon européen, alors qu'Internet interroge les règles traditionnelles de concurrence, d'investissement, de fiscalité, de gouvernance. Comment faire de cette mutation une opportunité pour redonner toute sa place à l'humain dans nos sociétés?

Transition énergétique et enjeux climatiques

Claude Fischer, présidente d'honneur de Confrontations Europe, a animé avec la passion qu'on lui connaît tout au long de l'année 2015 les travaux du groupe de travail Transition Energétique de Confrontations Europe. Ils se sont traduits par :

- ✓ **une série de huit séminaires, accompagnés des synthèses exécutives correspondantes**
- ✓ **Un cycle de trois réunions restreintes sur Financement et Climat, autour d'économistes et de quelques représentants d'entreprises, à Paris, piloté par Claude Fischer, présidente d'honneur de Confrontations Europe.**
- ✓ de nombreux dossiers dans Confrontations Europe, la Revue
- ✓ **des réponses à des consultations de la Commission européenne sur Energy Market Design, sans compter les multiples interventions extérieures de la présidente d'honneur.**

L'Europe s'est distinguée par son rôle de promotion d'une transition énergétique et écologique indispensable à un mode de développement plus durable. Tout l'enjeu est de concilier l'objectif d'une économie à bas carbone avec deux autres objectifs non moins importants : la compétitivité et la sécurité d'approvisionnement. Cette transition n'est pas le surgissement ex nihilo d'une économie verte, mais exige d'accompagner la transformation de nos socles industriels, les mobilités et montées en compétences. Alors que la réalisation d'un marché de l'énergie se heurte à des préférences nationales divergentes, comment progresser vers une véritable politique européenne de l'énergie ? Comment s'assurer que les marchés européens de l'électricité fournissent des signaux prix pertinents pour l'investissement à long terme? Quelles politiques industrielles de filières (efficacité énergétique, énergies propres...) et comment financer la transition énergétique?

L'investissement de long terme et le financement de l'économie

Nos travaux sont le résultat d'un long combat de Confrontations Europe piloté par Philippe Herzog avec nos partenaires, amorcé il y a plus de huit ans. Si l'investissement est aujourd'hui au centre de l'agenda européen, beaucoup reste à faire pour progresser vers une véritable stratégie européenne d'investissement de long terme.

Dans le prolongement des Assises européennes du long terme des 3 et 4 décembre 2014,

- ✓ **Un comité d'investissement de long terme, s'est réuni régulièrement à Bruxelles** autour d'Olivier Guersent, le DG Fisma, Commission européenne, Philippe Herzog, Philippe Maystadt, Dominique de Crayencour, et des représentants d'entreprises industrielles, de services, d'institutions financières, de régions européens.
- ✓ **Un forum régional** dans les Pays-de-la-Loire a permis aux acteurs économiques et sociaux territoriaux et aux décideurs européens et nationaux de confronter leurs perspectives sur l'émergence de projets d'investissement de long terme et les opportunités de financement publiques-privées.
- **Une série de huit réunions du groupe de travail « Financement de l'économie et régulation prudentielle »,** piloté par Marie-France Baud, directrice du bureau de Bruxelles de Confrontations Europe, avec notamment les enjeux de l'Union des marchés de capitaux, ont nourri ces travaux et débouché notamment sur une série de synthèses exécutives, une réponse à la consultation sur l'Union des marchés de capitaux et de nombreux dossiers dans Confrontations Europe, La Revue.
- **Une série de trois réunions du groupe de travail Conjoncture et prospective** sur le contexte d'incertitude macroéconomique et la gouvernance de l'UEM, piloté par Carole Ulmer, en lien avec Michel Aglietta, Philippe Herzog et Marcel Grignard, se sont traduites par des synthèses exécutives et des dossiers dans Confrontations Europe, La Revue.
- **Deux conférences sur l'investissement d'impact social,** pilotées par Nicole Alix, membre du CA de Confrontations Europe, en charge de l'économie sociale et solidaire, l'une à Paris en janvier 2015 à la Caisse des dépôts et consultation, l'autre au CESE en avril 2015 à Bruxelles. Elles ont mobilisé une trentaine d'intervenants venus témoigner de leurs expériences dans différents pays européens, et plusieurs centaines de participants à chaque fois, et ont débouché sur des synthèses et des articles dans Confrontations Europe, La Revue.
- **Ces travaux préparent l'Acte II des Assises européennes du long terme, qui aura lieu le 15 juin 2016 à Bruxelles.**

Une Revue plus attractive et moderne, le 100e numéro d'Interface, newsletter franco-anglaise

Sous l'égide notamment de Clotilde Warin, notre nouvelle rédactrice en chef, *Confrontations Europe, La Revue* est devenue plus moderne, plus aérée, plus attractive, tout en préservant la grande qualité de cette publication qui en a fait sa force depuis sa création par Philippe Herzog et Claude Fischer. Elle se veut aujourd'hui accessible au-delà des sachants et des fins connaisseurs de l'Europe, le défi étant aujourd'hui plus que jamais de donner à voir l'Europe dans ses réalisations et sa diversité aux citoyens européens, pour qu'ils puissent se la réapproprier et contribuer à en faire une Europe plus humaine, plus compétitive et plus solidaire.

Interface, notre e-newsletter franco-anglaise, a fêté son 100^e numéro, avec un numéro-double, don un « collector » qui reprend les moments forts des prises de position de Confrontations Europe.

L'Identité européenne

Avec son livre « *Identité et valeurs : quel combat ? Imaginaire pour une renaissance culturelle* », Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe, poursuit son combat pour une renaissance culturelle de l'Europe. Seule l'acquisition d'une identité européenne ouverte au monde peut permettre de redéfinir une identité française aujourd'hui recroquevillée sur elle-même, ignorante de son appartenance à une Communauté plus large, laquelle survivra que si elle parvient à faire vivre au quotidien le couple solidarité et responsabilité.

L'équipe des Conseillers de Confrontations Europe

Confrontations Europe ne serait pas ce qu'elle est sans ses « Conseillers » qui l'accompagnent et contribuent leur expertise et leur expérience professionnelle de différents secteurs industriels, des services ou des grands services publics : Michel Cruciani, Bernard Housset, François Michaux, Jean-Robert Leonhardt, Alain Turc.

Comité de Parrainage de Confrontations Europe et Conférences organisées en partenariat : des Commissaires européens « mouillent leurs chemises » en 2015

Outre le Commissaire européen à l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité, **Jyrki Katainen**, reçu dans le cadre du Brussels Think Tank Dialogue, dont Confrontations Europe est membre fondateur, le 28 janvier 2015, Confrontations Europe a réuni son **Comité de Parrainage** autour du Commissaire européen aux affaires économiques et financières, **Pierre Moscovici**, le 16 janvier 2015, à Paris au sein du groupe La Poste, pour un décryptage de la stratégie économique de la Commission européenne investie fin 2014. Le Premier Vice-Président **Frans Timmermans**, la Commissaire européenne à la Concurrence, **Margrethe Vestager**, ont également été accueillis lors de conférences-débats organisés par la Représentation en France de la Commission européenne, en partenariat avec Confrontations Europe, les 16 février, 15 avril 2015.



Nos partenariats :

Confrontations Europe a prolongé et/ou noué de nombreux partenariats avec d'autres think tanks mobilisés sur l'Europe.

- Depuis 10 ans, le Brussels Think Tank Dialogue est co-organisé par les 10 think tanks les plus influents à Bruxelles (Bruegel, Bertelsmann Stiftung, CEPS, Confrontations Europe, EPC, Friends of Europe, IFRI, Madariaga,...) et réuni 500 participants de haut niveau et en janvier dernier, le Commissaire européen à l'emploi, l'investissement, la croissance, la compétitivité, Jyrki Katainen, sur « L'état de l'Union 2015 ».

- Lancement en 2015 de la « Plateforme franco-allemande » : cinq think tank français sur l'Europe (Confrontations Europe, la Fondation Robert Schuman, la Fondation Jean Jaurès, l'Institut Jacques Delors, Terra Nova) ainsi que les principaux think tanks allemands sur l'Europe (Bertelsmann Stiftung, Friedrich Ebert Stiftung, Genshagen Stiftung, German Marshall Fund, ...) avec l'appui des ministères des affaires européennes correspondants, Harlem Désir et Michael Roth.

- Le Projet « relations industrielles face aux défis de l'emploi » conduit sur six pays européens (Allemagne, France, Grèce, Italie, Pologne, Suède) et un pays de l'accession (Turquie) a permis de consolider et/ou de nouer des partenariats de travail avec les principaux partenaires sociaux, think tanks et/ou régions de ces différents pays : Allemagne (DGB, BDI/BDA, SHS Stiftung de Peter Hartz, Bertelsmann Stiftung), Italie (CGIL, la région Emilie-Romagne, la Fondation Astrid), Pologne (Solidarnosc, ...), Suède (Svenskt Näringsliv, LO, Goteborg Business Region), Turquie (Tusiad, Tisk, Disk, ...), sans oublier l'échelon européen (IndustriAll European Trade Union, Eurelectric, Insurance Europe, la CES, BusinessEurope, ETUI...). Ce projet de 18 mois bénéficie du soutien de la DG emploi de la Commission européenne (sur appel d'offres).

QUELQUES DONNEES CHIFFREES 2015

- 185 publications en langue française et/ou anglaise sur des sujets structurants pour l'Europe : les enjeux d'investissement de long terme, d'Europe sociale, de transition énergétique, de transformation numérique, de marché unique, d'avenir de l'UEM, de réfugiés, etc., dont :

- 112 articles publiés dans Confrontations Europe, *La Revue*,
- 18 articles d'Interface, e-newsletter franco-anglaise disséminée à 16,000 exemplaires,
- 42 synthèses recto-verso,
- 4 position papers ou réponses à des consultations de la Commission européenne

- 44 événements organisés ou co-organisés par Confrontations Europe, principalement à Paris et Bruxelles, mais aussi en régions françaises ou européennes, réunissant plus de 3700 participants directs de différents pays européens dont

- 12 conférences et
- 36 séminaires européens.

- de nombreuses interventions dans des conférences extérieures en régions ou dans différents pays européens (Italie, Belgique...) ou dans les médias qui ont permis de toucher des dizaines de milliers de citoyens européens.

- de courtes vidéos (1'30) développées et mises en ligne sur des sujets européens clés : Erasmus +, le projet d'investissement pour l'Europe, les enjeux du numérique...

- près de 300.000 visiteurs annuels sur notre site Internet confrontations.org, ainsi que sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter ...) dont un tiers en version anglaise

NOTRE FINANCEMENT

L'année 2015 a marqué un effort de redressement de l'équilibre financier pour Confrontations Europe, qui a permis de dégager un excédent de 41 000 euros pour un total de ressources de 1.138 millions d'euros et un total de dépenses de 1.097 millions d'euros. Cet effort n'aurait pas été possible sans le dynamisme de l'ensemble de l'équipe et la contribution et le soutien de notre réseau et nos partenaires.

L'essentiel de nos ressources provient du privé à hauteur de 84% : entreprises, syndicats, fédérations professionnelles, territoires et adhérents individuels. Les subventions publiques (toutes obtenues en remportant des appels à propositions) représentent 16% du total des ressources (et si l'on met à part la subvention de la DG emploi de la Commission européenne, moins de 2,5% de nos ressources).